

Le Parti socialiste et la paysannerie dans l'Entre-deux-guerres : pour une histoire des doctrines agraires et de l'action politique au village

Édouard Lynch



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/54>

ISSN : 1777-5434

Éditeur

Association des ruralistes français

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 1998

ISSN : 1280-374X

Référence électronique

Édouard Lynch, « Le Parti socialiste et la paysannerie dans l'Entre-deux-guerres : pour une histoire des doctrines agraires et de l'action politique au village », *Ruralia* [En ligne], 03 | 1998, mis en ligne le 01 janvier 2003, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/54>

Ce document a été généré automatiquement le 2 mai 2019.

Tous droits réservés

Le Parti socialiste et la paysannerie dans l'Entre-deux-guerres : pour une histoire des doctrines agraires et de l'action politique au village

Édouard Lynch

- 1 Aborder l'histoire des liens entre la politique et le monde paysan contemporain à travers l'étude d'un parti marxiste peut apparaître comme une hypothèse purement théorique, ou partisane, dans un pays où le discours dominant fait de la paysannerie un rempart contre le collectivisme et la dictature des masses ouvrières. Les modalités de l'action politique au village peuvent, après tout, être appréhendées à travers des formations plus « traditionnellement » paysannes¹ ou dans le cadre de monographies, seules à même de percer les logiques villageoises et les réseaux économiques et sociaux sur lesquels elles s'appuient².
- 2 Entreprendre l'histoire du Parti socialiste et de la paysannerie obéit ainsi à une double rupture. Du point de vue de l'histoire politique, c'est s'intéresser à une identité largement occultée du socialisme français, celle de son enracinement précoce dans la France rurale et des problèmes posés par l'adaptation du marxisme et du collectivisme à la réalité économique, sociale et politique de la France de la première moitié du siècle. La seconde rupture vise à s'attaquer à l'une des principales contraintes de l'histoire rurale, celle de la difficile conciliation entre histoire locale et histoire nationale, en tentant de saisir les spécificités et les contraintes de l'action socialiste au village. Par le biais de l'analyse du parti socialiste SFIO (Section française de l'internationale socialiste), un certain nombre de problématiques et de thématiques inédites posent les jalons d'une histoire politique et sociale du monde rural contemporain.
- 3 La recherche des fondements et de l'évolution de la doctrine agraire du parti socialiste, et plus encore des modalités concrètes de l'action socialiste au village, dans un cadre national, soulève d'abord des obstacles méthodologiques. Il est toutefois possible de

décrire, d'un point de vue idéologique, comment les socialistes abordent la question paysanne dans une période triomphante pour l'agrarisme : la célébration des vertus paysannes et de la civilisation rurale, présentée comme une alternative à la dérive industrielle et urbaine. Les difficultés et les succès rencontrés par les socialistes dans leur volonté d'implantation et d'organisation permettent enfin de préciser les modalités de l'action politique au village, dans une période de mutations des pratiques politiques paysannes.

Méthodologie : repenser l'histoire de la gauche au village

- 4 Étudier la doctrine et l'action paysanne du Parti socialiste, c'est en premier lieu rompre avec une histoire politique et sociale dominée par une vision exclusivement ouvrière et urbaine. Cette histoire du monde ouvrier, largement reconstruite dans une perspective militante et partisane fut longtemps un enjeu dans les affrontements idéologiques. Dans cette histoire militante, les formes paysannes de l'adhésion à la gauche marxiste n'ont jamais constitué une référence mais au contraire joué comme un repoussoir identitaire.
- 5 Cette situation est déjà tout entière contenue dans la doctrine marxiste; les contradictions abondent sur une paysannerie tour à tour présentée comme l'ultime recours de la bourgeoisie ou au contraire une masse opprimée par le capital et prête à l'alliance avec la classe ouvrière. Marx présente, dans *La lutte des classes en France*, l'élection de Louis Napoléon comme l'entrée en scène de la paysannerie en politique de manière particulièrement abrupte³. Pourtant, c'est cette même classe paysanne qui va se retourner contre la politique fiscale de Louis Napoléon et venir appuyer la lutte pour la République sociale, dans un certain nombre de départements.
- 6 Sans reprendre dans le détail l'histoire de la doctrine socialiste, on constate que la question paysanne, sans être centrale, est fréquemment utilisée comme un objet d'affrontements et de polémiques à l'intérieur des partis ouvriers : il est en effet rapidement apparu que les prédictions funestes sur la disparition inéluctable de la petite propriété paysanne sous l'effet de la pression capitaliste ne se produisaient que très lentement. Dès lors, de nombreux responsables et théoriciens ont cherché à résoudre la question de la place de la petite paysannerie dans l'action révolutionnaire⁴. Ces initiatives, appuyées dans un pays comme la France par la double contrainte de l'importance numérique des propriétaires exploitants et les données propres au fonctionnement de la vie politique, ont rapidement fait de la politique agraire un symbole de la dérive réformiste, ses responsables étant accusés de remettre en cause le principe essentiel de la défense des salariés. Tel est le sens de l'intervention de Gustave Hervé lors du congrès de Saint-Étienne, en 1909 : « Prenez garde, Compère Morel, qu'à force de désirer, je ne dis pas dans un but personnel, dans l'intérêt du parti, des succès électoraux près des paysans, vous ne soyez amenés, députés des campagnes, à subir l'obligation où se trouvent presque tous les députés des campagnes, de faire du protectionnisme et vous ne ferez du protectionnisme que contre les salariés de villes et contre les salariés des campagnes. Prenez garde, vous y verserez »⁵.
- 7 Cette question du réformisme connaît un nouveau rebondissement avec la scission de Tours marquée par de vifs affrontements. Le Parti communiste entend reprendre à son tour le flambeau de l'ouvriérisme⁶ en critiquant les compromissions réformistes donc

paysannes de l'ancienne SFIO. Tel est le ton du premier article paru dans la version communiste de *La Voix paysanne*, hebdomadaire créé au lendemain de la guerre pour favoriser le développement du socialisme dans les campagnes : « Sera-t-il permis de dire que ça été jusqu'à ce jour une des faiblesses du socialisme que cette contradiction un peu criante entre la tournure qu'il a donnée à sa propagande dans les villes et celle qu'il lui a donnée dans les campagnes. [...] Ce que nous voudrions, ce que nous sommes en droit de réclamer, c'est que le socialisme conserve à la campagne sa véritable figure, c'est qu'il n'hésite pas à se montrer ce qu'il est : le grand Parti des prolétaires, le grand Parti des sans-propriétés. [...] Nous avons à choisir et à nous décider. Selon le choix que nous ferons, le socialisme, entravé dans sa marche par la contradiction signalée tout à l'heure, demeurera le parti des petites réformes démocratiques qu'il n'a que trop longtemps été, ou bien, tant à la campagne qu'à la ville, il sera le parti de la revendication intégrale et de la vaste révolution »⁷. Cette prise de position est d'autant plus symptomatique que le soutien paysan avait constitué l'un des enjeux largement instrumentalisés des débats sur l'adhésion lors du congrès de Tours.

- 8 À l'intérieur même de la SFIO, on retrouve une part de l'héritage de l'ouvriérisme, en particulier au sein de l'extrême-gauche et de la Fédération de la Seine où la petite paysannerie reste considérée comme une masse essentiellement hostile qu'il n'appartient pas au socialisme de conquérir il y perdrait son âme révolutionnaire et marxiste mais de neutraliser. Des tensions semblables agitent le Parti communiste, en particulier à travers la figure de Renaud Jean, apostrophé sans ménagement par Trotsky lors d'une réunion de l'Internationale, comme le représentant des intérêts étroits et bornés de la petite paysannerie française⁸.
- 9 Enfin, dans l'historiographie militante qui a longtemps dominé l'histoire du mouvement ouvrier, on retrouve cette tentation de la « dérive paysanne » que l'on oppose à la pureté du modèle révolutionnaire soviétique puis communiste : c'est le cas par exemple dans des mémoires de maîtrise soutenus au début des années 1970⁹, et même dans les travaux de Philippe Gratton. Celui-ci affirme, avec raison, l'existence d'un courant paysan d'extrême gauche, mais il oppose systématiquement l'orthodoxie agraire et l'enthousiasme révolutionnaire des communistes à la pusillanimité des socialistes empêtrés dans l'action parlementaire¹⁰. Il nous semble, au contraire, que les deux partis, confrontés à des problèmes identiques, réagissent, tant du point de vue de la doctrine que de l'organisation, de manière assez semblable en reconnaissant le rôle central de la petite propriété bien qu'il existe des décalages dans le temps et dans l'espace.
- 10 Outre ces obstacles symboliques qu'il importe de ne pas négliger l'étude du socialisme et de la paysannerie pose de nombreuses difficultés méthodologiques. Quelle que soit l'importance croissante des masses rurales dans l'assise nationale du socialisme français, les questions paysannes ne sont pas au cœur de sa réflexion doctrinale et rares sont les congrès dévolus exclusivement à ce sujet. Celui de Bordeaux, en 1930, lui consacre une troisième et dernière séance de nuit, peu propice aux grands affrontements. De manière symptomatique, le seul congrès entièrement dédié à la question agraire, celui, extraordinaire de Limoges en septembre 1935, est aussi le seul dont les comptes rendus ne sont pas publiés par la Librairie du *Populaire*¹¹. Les thèmes agricoles sont ainsi le plus souvent disséminés dans les ouvrages, les articles où les interventions des responsables et des militants. Après la perte de *La Voix paysanne*, la SFIO ne relance pas de périodique spécifiquement paysan : les questions agricoles sont traitées dans une page hebdomadaire du *Populaire*, dont la survie est difficile et l'efficacité régulièrement contestée.

- 11 Dans la préparation des congrès, à l'échelon fédéral, on est frappé par la faiblesse des débats et des discussions. Bien entendu, les organes fédéraux passent généralement sous silence les polémiques internes, mais il apparaît que la question paysanne ne provoque pas d'intenses débats au sein du parti. Elle demeure le monopole de « personnalités » comme Compère-Morel ou Georges Monnet¹², sur lesquelles reposent l'essentiel de la production éditoriale, situation peu propice aux bouleversements doctrinaux.
- 12 Enfin et surtout, à la différence du Parti communiste, on ne possède pas, au niveau de l'organisation, des archives du parti : celles-ci ont été pour une part détruites au moment de l'entrée des Allemands dans Paris en 1940 et le reste partiellement saisi par les collaborateurs. Quant aux fonds privés, on ne dispose ni de celui de Compère-Morel¹³ ni de celui de Georges Monnet, ce dernier l'ayant personnellement détruit peu avant sa mort. Ces manques peuvent être partiellement comblés par l'utilisation d'autres fonds, comme celui de Jean Locquin¹⁴, député de la Nièvre, ou de Lucien Roland¹⁵, propagandiste du parti, mais ils ne fournissent qu'une vision partielle pour appréhender les débats éventuels au sein de la SFIO.
- 13 Les contraintes sont encore plus grandes lorsqu'il s'agit du second objectif, celui de la réalité de l'implantation socialiste dans les campagnes : une nouvelle fois les instruments traditionnels de l'histoire ouvrière (presse locale, vie des sections, structures professionnelles) se révèlent peu efficaces en milieu rural. S'il existe des organes fédéraux, ceux-ci reflètent avant tout l'opinion des groupes urbains, les plus nombreux, les mieux organisés et les plus aisément mobilisables. Les syndicats agricoles par exemple, qui sont pourtant un instrument décisif de socialisation politique paysanne sont très mal connus. Fondés à l'origine pour des motifs purement corporatifs, ils ne font l'objet que d'une surveillance très lâche de la part des autorités.
- 14 Les sources policières et administratives, autre gisement essentiel d'informations, sont également prises en défaut. À partir de la scission de Tours, le Parti socialiste perd une partie de son aspect menaçant aux yeux des autorités : dans les archives, le fichage de ses militants et le suivi de ses activités reculent au profit des seuls communistes. Il existe toutefois des variantes locales, notamment dans les départements conservateurs où les socialistes conservent une part de leur aura révolutionnaire. Il y a enfin, aux yeux des responsables administratifs et de certains préfets, une incompatibilité viscérale entre le socialisme et le monde paysan.
- 15 Plus largement même, il y a toujours, dans les analyses préfectorales, un profond mépris pour le paysan qui est considéré comme intrinsèquement étranger à toute réflexion politique, au sens « noble » du mot. Uniquement préoccupés par leurs gros sous, leur soif de terre et leurs querelles de clochers¹⁶, grossiers et lourdauds, les paysans ne peuvent être considérés comme des acteurs du jeu politique. Ainsi en témoigne, au lendemain de la guerre, la réponse du préfet de Haute-Vienne, à une circulaire du ministère de l'Intérieur sur l'état d'esprit de son département et en particulier de celui des masses rurales : « La classe paysanne, embrigadée dans les troupes socialistes-unifiées par suite de la désorganisation et du manque d'allant du parti républicain, se complaît dans un état de choses qui lui permet la réalisation de gains matériels considérables, elle ne voit pas plus loin et elle ne suivrait probablement pas dans les pires aventures ceux qui promettaient des bénéfices plus grands encore. Sa contamination n'est ni profonde ni complète et j'ai la certitude que chaque jour qui passe nous permet des efforts qui, en fin de compte, ne manqueront pas de nous la ramener et de lui rendre sa vraie physionomie. Vous connaissez, enfin, la situation politique de mon département : l'indifférence et la

mollesse de la masse lui ont valu d'être représentée au Parlement et, dans une certaine mesure, au sein des Assemblées départementales et communales par des élus qui ne reproduisent pas exactement, je ne dirai pas ses opinions, car elle n'en a pas, mais ses tendances naturelles. À la Chambre, tous les députés de la Haute-Vienne sans exception appartiennent au Parti socialiste-unifié »¹⁷. Face à « l'inadmissible », des petits propriétaires votant pour un parti marxiste, le préfet n'y voit qu'indifférence, mollesse ou égarement.

- 16 D'ailleurs, lorsque la crise agricole des années 1930 provoque la colère paysanne et que les rassemblements se multiplient dans le pays, nombreux sont les préfets qui ne peuvent imaginer un engagement politique et évoquent seulement le résultat d'une « manipulation » causée par des éléments subversifs. Si cette attitude est significative des représentations en vigueur sur le monde paysan, elle contribue à rendre un peu plus opaque son appréhension par l'historien.
- 17 Dépassant largement le simple cas du Parti socialiste, on perçoit combien les rapports du monde rural et de la politique sont dissimulés derrière un écran opaque de représentations. Reste que par son importance, en particulier celle de sa presse et de son groupe parlementaire, la SFIO laisse suffisamment de traces pour mieux comprendre l'évolution de sa politique agraire.

Adaptations idéologiques et doctrinales du socialisme français

- 18 Le point essentiel dans l'évolution de la doctrine agraire socialiste est le ralliement à la défense de la petite exploitation paysanne. À l'origine, et chez les guesdistes en particulier, cette défense de la petite propriété paysanne se drape dans des soucis « humanitaires » : protéger les petits exploitants contre les ravages de l'exploitation capitaliste, mais sans se faire d'illusion sur leur efficacité économique : « Le petit propriétaire, lui, n'est que le représentant momentané d'une fraction campagnarde dont la disparition n'est qu'une question de temps pour les motifs indiqués précédemment [...]. Malgré toutes les jongleries de chiffres qu'effectuent certains écrivains bourgeois, tels que le roublard Yves-Guyot qui voit les petits propriétaires augmenter en nombre, il est bien prouvé que la petite propriété est un mythe »¹⁸.
- 19 Puis, rapidement, sous le double effet de l'expérience de la Première guerre mondiale puis de l'épreuve de la scission qui fait de l'exploitation collective un sujet d'affrontement avec les communistes, la petite propriété se transforme en un optimum économique. « Parce que la terre ne supporte pas une exploitation désintéressée et irresponsable [...]. Le salarié rural n'est pas contraint à produire par la machine comme dans l'usine, par son intérêt comme dans la mine [...]. D'où cette conséquence, qu'en agriculture, le travail salarié, par nature, ne rend pas, où plutôt ne fait pas rendre au sol la somme de produit que l'homme est susceptible d'en extraire »¹⁹. Pour ne pas rompre ouvertement avec la « doctrine » et ne pas réduire le socialisme à une simple distribution des terres sur le modèle initial de la révolution bolchevique, Compère-Morel explique que les grands domaines arrachés au capitalisme ne seront pas exploités par des salariés mais des « ex-salariés devenus propriétaires collectifs associés »²⁰.
- 20 Les nouvelles générations prennent moins de précautions, comme le jeune député de l'Aisne, Georges Monnet, qui affirme lors d'une de ses premières interventions à la

tribune de la Chambre des députés, en 1928 : « Car il n'est pas vrai qu'une concentration capitaliste doive s'opérer dans la terre comme elle s'est opérée dans les usines. Il n'est pas vrai que les grandes exploitations rapportent fatalement plus que celles de petite ou de moyenne importance. Il n'est pas vrai que l'on puisse rationaliser l'agriculture comme l'industrie. Nous avons d'ailleurs l'exemple des États-Unis d'Amérique qui, ayant si bien trouvé les solutions industrielles, en sont encore à rechercher les solutions agricoles »²¹. Dans ces conditions, il n'est guère surprenant qu'avec la crise agricole, l'essentiel de la politique agraire des socialistes s'oriente désormais vers la défense des petits exploitants, à travers celle des prix agricoles ; Georges Monnet devenu ministre de l'Agriculture, la mettra en œuvre par le biais de l'Office du blé. Les communistes, après les tâtonnements soviétiques, suivront une voie somme toute identique dans leur analyse de la situation foncière.

- 21 Le socialisme français est également marqué, en matière agricole, par l'influence croissante de l'idéologie agrarienne. Celle-ci, à son apogée durant l'Entre-deux-guerres, exalte la spécificité de la civilisation paysanne et oppose ses valeurs à la dérive industrielle et urbaine de l'Europe²². À l'origine, les socialistes, porte-parole de cette civilisation industrielle et ouvrière, paraissent donc aux antipodes de cette construction idéologique. Pourtant, en raison de leur immersion dans la société française et de leur action croissante en milieu rural, ils vont se montrer particulièrement perméables à cette idéologie. Avant 1914, il faut citer l'influence de Proudhon dans l'identité socialiste française et son socialisme individualiste²³. Jaurès également, dans son approche de la société française, en particulier à travers l'*Histoire de la Révolution*, contribue à revaloriser l'image du paysan.
- 22 C'est la Première guerre mondiale et la fortune du mythe du soldat laboureur²⁴, auquel se rallient rapidement les socialistes, notamment Compère-Morel, qui accélèrent l'imprégnation agrarienne du socialisme français. À l'unisson de la classe politique française, le député du Gard, renforçant par la même occasion sa légitimité « paysanne », exalte la paysannerie combattante en pleine bataille de Verdun : « Et on peut dire car c'est la vérité que cette monstrueuse guerre, c'est la guerre des paysans ! [...] Il n'en est pas moins vrai que ceux que les villes tentaculaires n'avaient pas encore arrachés à la vie champêtre affrontent presque seuls, désormais, les dangers de la tranchée. On peut donc dire et affirmer que si notre terre, fécondée pendant des siècles par la sueur des paysans, a été une source de richesses inestimables pour la France, de même, c'est grâce au sang de ces paysans répandu chaque jour sans compter sur les champs de bataille, qu'elle sera sauvée et libérée »²⁵.
- 23 Derrière l'éloge des combattants se profile celui des « qualités » propres à la paysannerie, dans une France menacée par l'exode rural et l'industrialisation. Sur ce thème, les socialistes ne sont pas en reste. Après 1919, Compère-Morel évoque fréquemment le bon sens et la sagesse des paysans pour dénoncer l'emportement révolutionnaire des communistes : « Il suffisait qu'une minorité d'hommes agissants se lève et fasse le geste révolutionnaire pour que la vieille société bourgeoise, sapée, minée par le temps, s'écroulât lamentablement sur les ruines que la guerre a provoquées. Ces braves gens, dont la vie s'écoule, agitée et fébrile, dans l'atmosphère empoisonnée et surchauffée des usines et des meetings, n'oublent qu'une chose, c'est que plus qu'en tout autre pays, le socialisme en France ne doit pas ignorer l'agriculture et le monde rural »²⁶. À ces masses ouvrières affaiblies par la vie urbaine, il oppose la robustesse du paysan : « Le paysan n'a pas la tête brûlée. Ce n'est pas un impulsif. Ses nerfs ne courent pas à fleur de peau. Il a de

la santé. Il est robuste. Bâti en chair et en muscles, il a du sang froid et de la mesure. Sa solitude le pousse à la réflexion et l'usage de la réflexion lui donne un jugement sain et plein de bon sens. [...] Aussi, quand il adhère à notre Parti, en fait ou virtuellement, c'est à bon escient, quand il a définitivement compris que c'est son intérêt, celui des siens, de son pays et de sa classe »²⁷.

- 24 L'exploitation de ces thèmes entraîne parfois les députés bien loin du matérialisme historique. J.-L. Chastanet, député de l'Isère (il quittera le Parti socialiste en 1932) devient le spécialiste, à la Chambre des envolées agrariennes : « Et n'ai-je pas raison de dire que la civilisation moderne sent mauvais ? Que voulez-vous, on entasse du fer, encore du fer, toujours du fer. Mais est-ce là une vraie civilisation ? Je veux en douter. Je songe à Ninive, à Babylone, à ces villes qui connurent leur fortune grâce au commerce et à l'industrie, au commerce surtout. Puis leur fortune s'éclipsa. L'Occident, notre Occident, après avoir brillé d'un vif éclat, serait-il, lui aussi, en décadence ? Eh bien ! je ne vois qu'un remède. C'est la terre, oui la terre trois fois sacrée, qui nous régénérera. La terre, en effet, ne meurt pas. Et elle a, pour tous les hommes, des trésors de bonheurs ! (*Applaudissements à l'extrême gauche, à gauche et sur divers bancs au centre et à droite.*) »²⁸. Il ne s'agit pas que de dérives passagères : la majorité de la classe politique est imprégnée de ces thématiques agrariennes ; elles structurent l'identité nationale et connaîtront sous Vichy une intense fortune. La politique du retour à la terre prônée après la défaite rencontrera ainsi de nombreux échos favorables, bien au-delà des seuls conservateurs.
- 25 Doit-on pour autant nier toute originalité à la doctrine agraire socialiste et ne pas voir d'autre alternative au refus du collectivisme et à la défense de la petite exploitation paysanne que l'exaltation du retour à la terre ? Incontestablement non, car, notamment dans les années 1930, à la faveur du renouvellement des générations militantes et surtout à l'émergence, au sein du Parti socialiste, de véritables militants paysans, percent des aspirations nouvelles. Ce renouvellement est en particulier sensible à travers le mouvement de la Confédération nationale paysanne (CNP), organisme syndical étroitement lié au Parti socialiste. La CNP prône la défense des intérêts propres à l'agriculture, mais dans une optique résolument modernisatrice. D'un point de vue économique, l'action coopérative est considérée comme le seul moyen de moderniser les exploitations sans remettre en cause l'indépendance du producteur. Mais l'accent est également mis sur l'émancipation intellectuelle des travailleurs de la terre, tournant le dos à une conception purement rétrograde et folkloriste de la culture paysanne. Tanguy-Prigent, animateur du syndicalisme paysan de gauche dans son département, futur député du Finistère en 1936 et ministre de l'Agriculture du général de Gaulle, insiste, dans ses premiers articles publiés par la presse nationale, sur cette dimension « culturelle » du mouvement paysan : « Le paysan prend enfin conscience de sa dignité. Il ne veut pas être une bête de somme, un "animal humain" produisant des richesses pour le compte d'autrui sans jamais se soucier de savoir s'il peut sortir de sa situation misérable. Il en a assez d'être méprisé, bafoué. Il veut montrer qu'il est capable, lui aussi, de penser, de sentir, de s'élever sans cesse par le cœur et par la pensée, vers plus de justice et plus de beauté »²⁹.
- 26 Cette revendication « culturelle » n'est pas propre au mouvement paysan socialiste : elle imprègne l'ensemble du syndicalisme paysan dans les années 1930. Les initiatives de la CNP et de ses foyers paysans trouveront un relais gouvernemental après la victoire de 1936 dans la réalisation du Centre rural de l'Exposition internationale de 1937, vision volontairement moderniste³⁰ et technicienne : la tour du silo a remplacé le clocher de

l'église villageoise. Faute de disposer d'une marge de manœuvre suffisante dans la « Vieille France » située au cœur de l'Exposition, l'action socialiste se reporta sur le Centre rural de la porte Maillot. Georges Monnet imposa un projet résolument novateur, la technique se mêlant à l'émancipation intellectuelle des paysans. Il s'en explique dans son discours inaugural : « Ces réalisations marqueront l'épanouissement de l'esprit coopératif, mutualiste et syndicaliste au développement duquel les pouvoirs publics, on le sait, apportent un appui sans réserve. [...] Enfin, à côté de la maison de l'agriculture, centre de toute l'activité professionnelle, s'élève, dans le village de la porte Maillot : la mairie modèle, siège de tous les services publics ; l'école réunissant les divers ordres d'enseignements primaire, ménager, technique, agricole ; le foyer communal et son théâtre, la bibliothèque circulante ; le musée du folklore »³¹.

- 27 Cette dynamique gouvernementale est relayée sur le terrain par la CNP de Calvayrac qui met sur pied des Foyers paysans dont les statuts portent des revendications identiques, assurer l'épanouissement technique et culturel du monde rural, comme le précise ces extraits des statuts : « Affranchissement intellectuel ; recherche sur l'organisation de la profession ; recherche sur les techniques rationnelles de production et de distribution ; études sur les besoins de la consommation ; amélioration des conditions de vie ; organisation des loisirs paysans ; études de la coopération et de la mutualité agricoles »³². Si on ne doit pas se faire d'illusions sur l'impact réel de ces initiatives militantes, pour des organisations ultra minoritaires dans le monde paysan, il faut souligner la dynamique nouvelle, assez proche de celle mise en place par la Jeunesse agricole catholique (JAC) à la même époque. Cette conception trouvera un second souffle après la Seconde guerre mondiale, en affirmant la nécessaire conciliation de la modernisation économique et du respect de l'identité paysanne.
- 28 Cet aspect modernisateur du socialisme agraire s'enracine par ailleurs dans le renouvellement des générations militantes, avec l'émergence d'exploitants agricoles directement investis dans l'action politique et syndicale. Leur présence témoigne à la fois des quelques succès socialistes dans les campagnes mais aussi des nouvelles formes de mobilisation paysanne.

La difficile implantation au village

- 29 L'étude du socialisme agraire peut se faire par le haut, à travers l'étude de la doctrine et la politique agraire, mais il est également possible de se pencher sur les modalités concrètes de la pénétration socialiste en milieu rural. Malgré les obstacles méthodologiques, apparaissent les contraintes propres au Parti socialiste, parti de militant, qui tente de plaquer des structures urbaines sur le monde paysan. En ce sens, les échecs et les succès des socialistes dévoilent les modalités propres de la vie politique au village.
- 30 On dispose, dans l'étude de l'implantation socialiste dans les campagnes, d'une source particulièrement riche, les carnets du socialiste Lucien Roland, délégué permanent à la propagande de 1919 à 1928. Outre les renseignements propres qu'ils apportent sur une structure originale comme la délégation permanente, ils mesurent l'effort et les méthodes de propagande en direction des campagnes. Cette organisation, composée de quatre à six permanents, a pour mission de parcourir le pays et de visiter les sections du Parti, à l'appel des secrétaires fédéraux. Ces réunions, conformément à l'idéal guesdiste, privilégient le travail « d'éducation socialiste » des militants et non le recrutement où la

propagande électorale³³. Les délégués font en moyenne entre 100 et 150 réunions effectives par an, car l'organisation des tournées est souvent sommaire. L'analyse détaillée des tournées effectuées par Lucien Roland entre 1919 et 1928, année de sa retraite, révèle leur importance dans l'effort de pénétration dans les campagnes, au côté de l'action strictement électorale : après la tâche de reconstruction menée de 1920 à 1923, les réunions rurales³⁴ deviennent majoritaires à partir de 1924, et dans une proportion sans cesse croissante.

- 31 Le déroulement de ces réunions de la délégation durant ces années et plus largement la plupart des réunions données en milieu rural attestent de la difficile pénétration du monde proprement paysan, à l'exception de quelques fédérations précocement gagnées au socialisme. Dans l'organisation des réunions et éventuellement la constitution des sections, les socialistes s'appuient en majorité sur des éléments extérieurs à la paysannerie, qu'il s'agisse des petits fonctionnaires (instituteurs, percepteurs) ou des artisans ruraux. Une réunion donnée dans le Finistère par le député Masson en fournit un bon exemple : « À 14h30, les orateurs se trouvaient salle le Bihan à Coray [2445 habitants], où une cinquantaine de personnes les écoutaient sous la présidence de Kérangal Louis, débitant au bourg, assisté du cantonnier Le Tom ; à l'issue de la réunion, quatre adhésions ont été recueillies, celle de Hénaff, chef de gare, Le Tom, cantonnier, Quintin, instituteur et Bodiger, percepteur »³⁵.
- 32 Les pérégrinations de Lucien Roland renseignent également sur l'inadaptation des structures militantes en milieu rural : dans les villages, les petites sections ne sont guère viables ou tout au moins ne fonctionnent pas sur le modèle diffusé par la presse du Parti, comme le constate un autre délégué permanent, René Cabannes en 1920, dans *La Voix paysanne* : « En province, la vie intérieure des sections est beaucoup moins active qu'à Paris : surtout dans les campagnes. Les réunions sont d'abord trop espacées. Ensuite, il n'y a pas d'ordre du jour parce qu'il n'y a pas de convocations officielles. Généralement, le secrétaire est un homme très dévoué, mais aussi très peu au courant de l'organisation du Parti, dont il ignore le fonctionnement des services, l'emploi des fonds, l'esprit véritable des statuts. On se réunit pour cotiser, pour boire un verre et causer d'un tas de choses qui n'ont rien à voir avec le socialisme »³⁶. Cabannes lui oppose un modèle « théorique » idéal qui ne tient aucun compte des modalités propres de l'engagement politique au village et se révèle donc inadapté. Non pas que les paysans sont par essence « rétifs » à toute forme d'engagement : seulement, au village, il est inutile de multiplier les groupements partisans : la sociabilité villageoise s'exerce de manière souvent informelle sans qu'il soit besoin ni de convocation ni d'ordre du jour.
- 33 Cette situation n'est cependant pas immuable, ni dans l'espace ni dans le temps. Des militants et des groupes paysans sont déjà organisés dans les départements où l'implantation est ancienne. Surtout, à partir des années 1930, de nouvelles générations militantes apparaissent. Parmi elles on rencontre de plus en plus de paysans, formés dans l'action syndicale et qui contestent la tutelle traditionnelle des notables. Leur rôle et leur action seront de plus modifiés par l'irruption de la crise agricole et la mise en œuvre de nouvelles méthodes d'action professionnelle et politique³⁷.
- 34 Les difficultés rencontrées en particulier dans la constitution et surtout la survie des sections socialistes en milieu rural dépassent largement le cadre du seul Parti socialiste. Dans ses carnets, Roland souligne fréquemment les réticences des paysans à se mettre en avant et à accepter des responsabilités : « quand Puechmaille propose de former une section et que Dombret cite des noms de citoyens qui seraient capables de former la

section, ceux-ci protestent en disant qu'ils ne permettent pas qu'on puisse disposer d'eux ainsi. La séance est alors levée par le maire, qui me paraît être du côté des châtelains royalistes, et seul l'instituteur prie Dombret de l'inscrire au groupe de Varennes. Nos camarades sont un peu inexpérimentés. Ils n'ont pas conscience du caractère défiant et timoré des paysans ; ces milieux ruraux nécessitent de la part des propagandistes beaucoup de prudence et de tact »³⁸.

- 35 Cette réticence des paysans à s'extraire des logiques politiques collectives s'explique également par la pesanteur des contraintes locales. Dans un espace villageois encore largement replié sur lui-même, le rôle du maire est considérable et sans son accord, toute réunion est rendue excessivement difficile. En tournée en Gironde à la fin de 1918, dans la commune de Moncaret (Dordogne, 1124 habitants), Roland, arrivé la veille, fait le tour du village pour relancer les militants, sans succès : « Le maire, paraît-il, un bon réactionnaire, a donné le mot d'ordre de faire le vide à notre réunion. Même les gens auxquels nous avons été rendre visite hier n'ont pas osé venir à la réunion. Quelques braves sont là pourtant. Le groupe compte neuf cartes. Notre auditoire se compose de dix-huit hommes, quinze femmes et une vingtaine de gosses des deux sexes. Fatalement, dans une grande salle de bal, non chauffée, l'atmosphère gelée ne se réchauffe pas par de l'éloquence. Je crois pourtant avoir été intéressant, car les gens ont écouté avec grande attention et sont venus ensuite me féliciter. Ensuite, départ en charrette découverte, sous la pluie »³⁹. À l'inverse, le soutien d'un maire sympathisant facilite le succès d'une réunion et éventuellement la constitution d'une section.
- 36 Dans ce travail de pénétration d'un milieu souvent hostile, les cafés constituent un point de ralliement essentiel. D'un point de vue matériel, lorsque les autorités municipales refusent de prêter la salle de réunion, souvent unique, salle de la mairie ou salle de la justice de paix, le café ou l'auberge restent les seuls lieux disponibles. Le soutien des cafetiers est d'ailleurs ambigu, comme le constate avec son amertume coutumière Lucien Roland, visitant une commune dans la Drôme : « J'arrive à Montbrun [726 habitants] par l'autobus. Un certain Arnoux qui doit me recevoir, est absent, mais la réunion a été préparée par le cafetier-hôtelier Giraudin ; c'est pour lui une bonne récolte, par les consommations qu'il débitera. Je ne suis que l'histriion dont il exploitera la parole »⁴⁰. Pourtant le café est aussi un espace de liberté⁴¹ et de convivialité où il est possible d'échapper, dans une certaine mesure, à la pression de l'opinion villageoise. Les délégués permanents, comme beaucoup de responsables fédéraux, soulignent la nécessité de distinguer la réunion proprement dite des propositions d'adhésions, qui doivent mieux se faire, autour d'un verre, au café⁴². Le secrétaire fédéral de l'Orne, dans un département dominé par les grands propriétaires terriens, conseille la prudence : « Il importe de faire, après les réunions publiques une petite réunion privée dans un café, car, en réunion publique, *Jamais* [souligné trois fois] les socialisants ne se feraient inscrire au parti »⁴³.
- 37 On comprend dès lors combien le café est un lieu stratégique de l'épanouissement de l'action politique au village. Espace stratégique et donc espace protégé contre les incursions extérieures, le café, dans les régions conservatrices, est soumis à une surveillance minutieuse, comme le constate Roland dans la Sarthe : « Le soir je vais à Malicorne [1521 habitants], commune rurale et petite commerçante, fabrique de poteries. Il y a un assez grand nombre d'ouvriers, mais ils sont tous sous la terreur patronale. Les ruraux sont sous la coupe de deux grands propriétaires réactionnaires, dont le marquis de Vézins. Un camarade Leguebaque, cafetier, prête sa salle pour la réunion qui rassemble 40 citoyens. Ils écoutent attentivement mon exposé. Ensuite un communiste, Bordier, fait

la contradiction. Il m'aide beaucoup à démontrer les causes de la scission. La réunion prend fin à 11h. Les gendarmes guettent Leguebaque pour lui faire un procès verbal. Par deux fois ils visitent le café pour y trouver des clients qui n'y sont pas. Ils sont encore devant la porte vers minuit, montant la garde et surveillent notre camarade »⁴⁴. Les cafés, poumons de la sociabilité villageoise sont inévitablement au cœur des luttes d'influence pour la maîtrise de la politique au village. Dans ces conditions, seule une pénétration en profondeur permet l'épanouissement du socialisme au village. Dans les départements où l'implantation est ancienne, comme la Haute-Vienne, l'unanimité villageoise joue en faveur du socialisme : c'est autour de lui que s'organise la sociabilité villageoise, à travers les pratiques festives (banquets, bals de la jeunesse) ou professionnelles (structures syndicales).

- 38 L'intérêt d'une démarche comparative apparaît ici nettement lorsqu'il s'agit de comparer les formes de l'action paysanne dans les campagnes. Ce que l'on perd en finesse d'analyse, en particulier les structures économiques et sociales des réseaux politiques villageois, on le gagne en dégagant les niveaux différents d'expression du politique. Ainsi, l'étude des pages régionales du *Populaire du Centre*, relatant en priorité l'activité de la fédération de la Haute-Vienne « hébergent » aussi des fédérations voisines moins puissantes comme la Creuse ou la Corrèze. Elle met en perspective les différents rythmes de mobilisation partisane tout au long de l'année, tant dans le temps que dans l'espace. La sociabilité politique s'insère en effet dans le temps des récoltes et des travaux agraires, des manifestations festives et collectives. On observe également combien les comptes rendus de réunions publiés par la presse partisane sont moins utilisés pour diffuser des « informations » concrètes que pour affirmer l'existence et la visibilité « départementale » des groupes ruraux et faire rejaillir sur la commune et ses responsables les succès obtenus. La concurrence que se livrent des organisations politiques concurrentes témoigne de l'importance de l'enjeu : les jeunesses radicales, animateurs d'un bal à Saint-Sulpice-les-Feuilles (1716 habitants, chef-lieu de canton) s'en prennent ainsi à l'attitude de leurs rivaux socialistes, dans un contexte de campagne électorale : « Ce ne fut pas un succès, ce fut un triomphe ! Les couples se pressaient à l'hôtel Perot, qui regorgeait de monde et jusqu'à une heure avancée, la "Jeunesse républicaine" fit régner la plus franche gaieté. [...] Pourquoi faut-il que les SFIO aient cru devoir montrer leur mauvaise humeur en organisant eux aussi un bal pour le même soir ? Ce geste hargneux n'a pas tourné à l'avantage de ses auteurs. Le bal SFIO fut un fiasco. Pas de monde (malgré une attraction phénoménale [sic] venue de Bessines). Dix couples se morfondirent et la preuve fut ainsi faite que les SFIO bluffaient comme toujours quand ils prétendaient servir à la jeunesse de pôle d'attraction »⁴⁵.
- 39 Dans les années 1930, les socialistes, qui triomphent au niveau national, peuvent désormais, dans les régions qu'ils dominent, profiter de la victoire. Une fête est organisée à Peyrilhac (1491 habitants), en Haute-Vienne, pour célébrer le 37^e anniversaire de la conquête de la mairie par Lalue, ainsi que sa promotion à l'ordre de la Légion d'honneur⁴⁶. Le plus frappant, dans le compte rendu publié par la presse socialiste, est la place accordée à la décoration de la salle, place beaucoup plus considérable que celle accordée aux discours des personnalités⁴⁷. Cette longue citation permet de mesurer la richesse et la complexité des systèmes symboliques à l'œuvre à la fin des années 1930 : « Cette salle avait reçu pour la circonstance une splendide décoration. Au fond, derrière la table d'honneur, une grande teinture rouge était tendue, sur laquelle apparaissaient les trois flèches symboliques et, en grosses lettres blanches, bien découpées, la formule connue :

Pain, Paix, Liberté. Sur la tenture se trouvaient, à gauche le portrait de Léon Blum, à droite celui de Paul Faure. Devant les quatre angles de la salle, on avait placé des sapins décoratifs, sur le feuillage sombre desquels ont avait piqué des coquelicots dont la couleur rouge ressortait avec éclat. Autour de la salle, à chacun de ses huit piliers, un oriflamme rouge donnait sa note vive et, au plafond, une guirlande de fanions de même couleur apparaissait parmi d'autres motifs décoratifs multicolores. À l'autre bout de la salle principale, on remarquait sur une autre tenture, les drapeaux rouges frangés d'or des sections socialistes de Nieul et de Peyrilhac. Puis, au-dessus, cette inscription en forts caractères : "Vive la République". Ainsi agencée, la salle était comme une sorte de symphonie du rouge, cette jolie couleur qu'on redoutait tant autrefois. Les serveuses elles-mêmes portaient les trois flèches sur leur tablier, des fleurs rouges dans les cheveux, pendant qu'au revers des habits l'églantine du Parti jetait gaiement ses feux. [...] Les tables du banquet étaient ornées de zinnias et d'œillets rouges, et au début du déjeuner, *L'Internationale* exécutée par une violoniste et un accordéoniste dont les instruments étaient enrubannées aux couleurs socialistes, se fit magistralement entendre au milieu d'une assistance de plus de deux cents personnes, debout et le poing levé. Parfois, un autre groupe de musiciens, saxophone et accordéon, remplaçait le précédent dans l'exécution du même hymne de révolution. L'effet était saisissant »⁴⁸.

- 40 Ce texte est en effet saisissant, à plus d'un titre ! On voit s'y mêler les pratiques traditionnelles du banquet républicain rassemblant les militants locaux autour des élus du département, mais aussi les formes nouvelles de la mobilisation partisane. Les trois flèches, le poing levé, les portraits des dirigeants du Parti se diffusent ainsi dans le pays dans la seconde moitié des années 1930⁴⁹. Leur récupération et plus encore leur présence ostentatoire au plus profond de la campagne française témoignent de la volonté de rattachement à la sphère politique nationale, celle qui s'exprime dans les grands *meetings* parisiens. Le socialisme apparaît ici comme le créateur d'une culture politique originale, associant l'héritage républicain aux nouvelles pratiques militantes et dont les paysans deviennent des membres actifs, en communion avec le reste du pays. C'est en ce sens que l'anthropologie politique en milieu rural révèle les modalités de l'expression politique paysanne ainsi que les mutations en cours dans les rapports entre le centre et les périphéries.

* * *

- 41 L'exemple du Parti socialiste confirme combien est stimulante l'étude de l'action politique dans les campagnes dans l'Entre-deux-guerres, période clé dans la modernisation des pratiques politiques villageoise. La crise des années 1930 voit apparaître de nouvelles formes d'action politique dans les campagnes, portées par de nouvelles générations de militants. Et ces nouvelles pratiques concernent l'ensemble des formations politiques, de l'extrême-gauche à l'extrême droite, rappelant, une fois encore, l'exigence d'une approche résolument comparative.
- 42 La mise en évidence de l'attraction que suscite, dans la France des années 1930, le modèle d'une civilisation paysanne témoigne, dans la sphère de l'idéologie et des représentations, de la difficile adaptation aux données nouvelles de l'industrialisation. Plus la civilisation paysanne perd de sa cohérence, économique et sociale, plus les discours la célèbrent, avec un point culminant sous Vichy, le maréchal paysan prenant la place symbolique de Léon Blum, incarnation d'une France urbaine et déracinée...
- 43 Néanmoins, la meilleure connaissance des pratiques politiques au village exige aussi de resserrer le champ d'analyse. De nombreuses sources existent pour mieux cerner les

logiques de l'action collective au village, en particulier à travers le recrutement et l'action des chambres d'agriculture ou des conseils généraux. Elles offrent les éléments indispensables pour mesurer la complexité d'une société paysanne aux prises avec les défis de la modernité, où la politique n'est qu'un mode d'expression parmi d'autres.

NOTES

1. On pense par exemple à une étude des liens entre le Parti radical-socialiste et le monde paysan, ou à la mise en évidence des soutiens paysans dont dispose le Parti social français du colonel de La Roque après 1936.
2. Comme l'étude minutieuse et exhaustive des réseaux d'implantation socialiste dans le Var : Jacques GIRAULT, *Le Var rouge. Les Varois et le socialisme de la fin de la Première Guerre mondiale au milieu des années 1930*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1995, 861 p.
3. « Le 10 décembre 1848 fut le jour de l'insurrection des paysans. C'est de ce jour seulement que data le Février des paysans français. Le symbole qui exprimait leur entrée dans le mouvement révolutionnaire, maladroit et rusé, coquin et naïf, lourdaud et sublime, superstition calculée, mascarade pathétique, anachronisme génial et stupide, espièglerie de l'histoire mondiale, hiéroglyphe indéchiffrable pour la nation des gens civilisés, ce symbole, marquait sans équivoque la physionomie de la classe qui représente la barbarie au sein de la civilisation » : Karl MARX, *La lutte de classes en France*, Paris, Éditions sociales, 1984 [1895], p. 125.
4. Il s'agit en particulier de Karl Kautsky pour l'Allemagne, d'A. Gatti pour l'Italie ou de Vandervelde pour la Belgique. De manière significative, la question agraire n'a jamais été inscrite à l'ordre du jour d'un congrès de la Seconde Internationale, étant donné les divergences entre et à l'intérieur des différents partis.
5. Parti socialiste SFIO, *6e Congrès national tenu à Saint-Étienne les 11, 12, 13 et 14 avril 1909*, Paris, Au siège du Conseil national, 1909, p. 364.
6. On entend par ouvriérisme le primat accordé, dans l'action politique et révolutionnaire, aux ouvriers proprement dit.
7. Amédée DUNOIS, « Le socialisme dans les campagnes », dans *La Voix paysanne*, 15 janvier 1921.
8. Léon Trotsky reproche en particulier à Renaud Jean de considérer sur un même plan paysan et ouvrier dans l'action révolutionnaire : « Votre faute consiste en ce que vous considérez la classe paysanne, en tant que les paysans sont une classe, et la classe ouvrière sur le même plan. [...] Les paysans constituent un auditoire reconnaissant, chaleureux, ils sont de bons cotisants, comme ceux qui font nos élections communistes. Mais pour ce qui est de la révolution, nous ne ferons jamais sortir les paysans de leurs maisons dans le but de gagner le pouvoir, si nous n'avons pas unifié au préalable le prolétariat sous le drapeau révolutionnaire », cité par : Gérard BELLOIN, *Renaud Jean, le tribun des paysans*, Paris, Les éditions de l'atelier, 1993, p. 95.
9. Comme par exemple celui de : Jean-Paul GUILLEROT, *La politique agraire et paysanne du PCF 1920-1934*, Mémoire de maîtrise sous la direction de Claude Willard, Université Paris VIII, 1973, 2 volumes.

10. Ainsi, à propos de la montée en puissance des mouvements de grève dans les années trente, il présente une SFIO et une CGT uniquement préoccupées par les questions parlementaires, qu'il oppose à des communistes pleins d'ardeur révolutionnaire : « Les confédérés et les socialistes qui n'avaient pas jusqu'ici soutenu le mouvement étaient en mauvaise posture. Félix, député SFIO de la circonscription vint à la tribune, accueilli par les sifflets, plaider coupable et demander qu'on ne l'accable pas », Philippe GRATTON, *Les paysans français contre l'agrarisme*, Paris, Maspéro, 1972, p. 174.

11. Il se déroule d'ailleurs en l'absence de Léon Blum, le chef du Parti socialiste n'ayant jamais montré beaucoup d'intérêts pour les questions rurales.

12. Le premier, membre du Parti ouvrier français (POF) puis de la SFIO, est député du Gard de 1908 à 1936. Il demeure le théoricien agraire du Parti jusqu'à son départ, en 1933, aux côtés des néo-socialistes, en particulier de Renaudel. Après avoir tenté sans succès de réintégrer le Parti en 1935, il ne se représente pas aux élections de 1936. Georges Monnet, qui lui succède dans le domaine agricole, est député de l'Aisne de 1928 à 1940 et sera ministre de l'Agriculture du Front populaire, principal artisan de la mise en place de l'Office du blé.

13. Le fonds Compère-Morel conservé au Centre de recherche sur l'histoire des mouvements syndicaux et sociaux se compose principalement de sa correspondance comme administrateur du *Populaire*.

14. Déposés et consultables au Archives nationales, 310 AP 1-150.

15. Déposés et consultables à l'Institut français d'histoire sociale.

16. Dont Alain Corbin a montré la centralité dans la compréhension du fonctionnement de la collectivité villageoise : Alain CORBIN, *Les cloches de la terre*, Paris, Albin Michel, 1994, 360 p.

17. Arch. nat (Archives nationales), F7 13023, rapport du préfet de Haute-Vienne au ministre de l'Intérieur, 31 mars 1920.

18. Adéodat COMPÈRE-MOREL, *La vérité aux paysans par un campagnard*, Paris, Librairie de *La Revue Socialiste*, 1897, pp. 8-17.

19. Adéodat COMPÈRE-MOREL, « Le relèvement de la France par la rénovation agricole », dans *L'Humanité*, 30 septembre 1919.

20. Adéodat COMPÈRE-MOREL, « Pour ceux de la terre. La propriété et les salariés de la terre », dans *Le Populaire*, 23 avril 1927.

21. *Journal officiel*, Chambre des députés, débats, séance du 16 novembre 1928, p. 2617.

22. Sur cette question, l'ouvrage pionnier et toujours stimulant de : Pierre BARRAL, *Les agrariens français de Méline à Pisani*, Paris, Librairie Armand Colin, 1968, 386 p.

23. C. GAILLARD, *Les travaux de l'atelier. I : Proudhon et la propriété*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 1986, 23 p.

24. Gérard de PUYMÈGE, *Chauvin, le soldat-laboureur. Contribution à l'étude des nationalismes*, Bibliothèque des histoires, Paris, Gallimard, 1993, 294 p.

25. Adéodat COMPÈRE-MOREL, « La Guerre des Paysans », dans *L'Humanité*, 4 août 1916.

26. Adéodat COMPÈRE-MOREL, « Rien à faire sans les paysans », dans *Le Populaire*, 1er mars 1924, éditorial.

27. Adéodat COMPÈRE-MOREL, « Pour ceux de la terre. Paysans et socialisme », dans *Le Populaire*, 2 avril 1927, éditorial.

28. *Journal officiel*, Chambre des députés, débats, séance du 6 février 1925, p. 643.

29. Pierre TANGUY-PRIGENT, « Pour ceux de la terre. Le paysan de demain », dans *Le Populaire*, 27 octobre 1934. Cet article était précédemment paru dans les *Cahiers de l'émancipation paysanne*, revue « paysanne » fondée par Henri Pitaud.

30. Cette dimension était encore renforcée par la proximité de la réalisation de Le Corbusier, coexistence qui n'était pas du goût de tout le monde, comme le constate *La Croix* du 22 novembre 1937 : « Le malentendu s'aggrave lorsque le visiteur donne avant de sortir un coup d'œil au pavillon de l'urbanisme. Pourquoi a-t-on planté là cette vaste tente foraine, où MM. Le Corbusier et consorts expliquent, à grand renfort de panneaux, bien faits et très clairs du reste, comment ils conçoivent le Paris des “temps nouveaux” ? À notre sens, l'idée du centre rural excluait toute propagande qui ne fût pas d'ordre strictement agricole ».

31. « À l'Exposition aujourd'hui. Inauguration du centre rural par Georges Monnet, ministre de l'Agriculture », dans *Le Populaire*, 27 mai 1937.

32. Gérard VÉE, « Pour ceux de la terre. Il faut créer partout des “Foyers Paysans”. Un courrier significatif », dans *Le Populaire*, 15 mai 1937.

33. Cette pratique, qui correspond peu à la tradition politique républicaine, étonne les autorités administratives, comme en témoigne le préfet du Pas-de-Calais : « S'il s'agissait pour lui de conquérir des circonscriptions électorales, de faire prévaloir les doctrines dont il se réclame dans un milieu ou hostile ou indifférent, cette propagande apparaîtrait évidemment normale. Mais ses réunions, conférences ou manifestations se déroulent, toujours pour ainsi dire, dans des localités qui lui sont acquises depuis longtemps, où sa supériorité est écrasante, où les efforts unitaires demeurent vains, et où les autres partis ne jouent qu'un rôle de figurants », Arch. nat, F7 13085, le préfet du Pas-de-Calais au ministre de l'Intérieur, 10 juillet 1930.

34. Effectuées dans les communes de plus de 2000 habitants, césure imparfaite, mais la seule possible pour mesurer l'action de propagande de Roland à l'échelle nationale.

35. Arch. nat, F7 13081, rapport du commissaire spécial de Quimper au préfet du Finistère, 28 juin 1926.

36. René CABANNES, « Échos. Une proposition », dans *La Voix Paysanne*, 5 juin 1920.

37. Robert O. Paxton les évoque à propos de Dorgères et de ses chemises vertes, mais on retrouve des traits communs dans toutes les manifestations paysannes, y compris celles organisées par l'extrême-gauche : Robert O. PAXTON, *Le temps des chemises vertes. Révoltes paysannes et fascisme rural, 1929-1939*, Paris, Éditions du Seuil, 1996, 316 p.

38. Inst. franç. hist. soc. (Institut français d'histoire sociale), 14 AS 280, Carnets Roland, 12 novembre 1924.

39. Inst. franç. hist. soc., 14 AS 280, Carnets Roland, 22 décembre 1918.

40. Inst. franç. hist. soc., 14 AS 280, Carnets Roland, 7 décembre 1926.

41. Jacques Girault démontre, pour le « Var Rouge », les interactions multiples entre cercles, cafés et sociabilité villageoise : Jacques GIRAULT, *Le Var rouge...*, ouv. cité.

42. La boisson n'est pas seulement un prétexte : elle renforce la cohésion du groupe. Rentrant d'une tournée dans le Pas-de-Calais, en août 1919, où il a dû avaler force bières, Roland conclut : « J'ai l'estomac très fatigué par suite de l'absorption de nombreuses chopes. Le camarade Houbart me dit que pour être bon propagandiste dans cette région, il faut boire, car refuser un verre est considéré comme une sorte de dédain par les ouvriers. Je lui réponds qu'il faudra bien que ce système cesse, car il ne s'agit pas de tuer les propagandistes et chacun se trouverait bien d'une bonne campagne antialcoolique. Je reconnais qu'il me serait difficile d'être un homme estimé dans cette Fédération, où malgré tout, il y a une forte poussée syndicaliste socialiste », Inst. franç. hist. soc., 14 AS 280, Carnets Roland, 9 août 1919.

43. Inst. franç. hist. soc., 14 AS 319, Correspondance Roland, lettre d'E. Cottin à L. Roland, s.d. [1924].

44. Inst. franç. hist. soc., 14 AS 280, Carnets Roland, 20 octobre 1921.
45. Un jeune républicain, « Chronique régionale. Haute-Vienne, Saint-Sulpice les Feuilles. Le bal des jeunesses républicaines », dans *Le Courrier du Centre*, 21 janvier 1936.
46. C'est une autre conséquence de l'accession aux responsabilités que de pouvoir distribuer avec largesse les marques de l'honneur républicain, Légion d'honneur et Mérite agricole.
47. Deux sénateurs de la Haute-Vienne, Betoule et Fèvre, trois députés, Tessier, Valière et Vardelle sont présents.
48. « Une magnifique manifestation socialiste à Peyrilhac. L'hommage d'une population à son maire », dans *Le Populaire du Centre*, 21 septembre 1937.
49. Sur le développement de ces nouvelles activités de propagande : Philippe BURRIN, « Poings levés et bras tendus. La contagion des symboles au temps du Front populaire », dans *Vingtième siècle*, n° 11, juillet-septembre 1986, pp. 5-20 ; E. NADAUD, « Le renouvellement des pratiques militantes de la SFIO au début du Front populaire, 1935-1938 », dans *Vingtième siècle*, n° 153, octobre-décembre 1990.
-

RÉSUMÉS

Les liens entre les partis d'extrême gauche et la paysannerie ont été longtemps négligés, sous la double pression d'une histoire ouvrière militante et de la vision simplificatrice d'un monde paysan naturellement conservateur, reflet de la domination de l'idéologie agrarienne. À travers l'exemple de la doctrine agraire du Parti socialiste SFIO et de ses tentatives d'implantation dans le monde rural, on perçoit au contraire la fécondité des études sur l'action politique au village dans l'Entre-deux-guerres. L'adhésion de la SFIO aux thématiques agrariennes témoignent de leur prépondérance. Quant à la propagande et à l'organisation, elles se heurtent aux spécificités de la sociabilité villageoise. La coexistence des problématiques nationales avec les enquêtes locales ainsi qu'une approche résolument comparative offrent la possibilité de saisir les nouveaux modes de mobilisation paysanne dans un monde rural frappé par la crise des années 1930. Grâce à eux son intégration à la sphère nationale prend une nouvelle ampleur.

Rural politisation and agrarian ideology: the exemple of the French Parti Socialiste SFIO (1914-1940)

The links between the marxist parties and the peasants were often neglected. On one hand, the prevalent conception of a social history has limited itself to the industrial workers and the cities. On the other hand, the peasants were usually considered as a natural support of the conservative forces. The agrarian discours of The French Socialist Party (SFIO) and its effort in rallying votes and militants in rural départements show the attraction of agrarism ideology for a marxist party. The difficulties of the rural propaganda does emphasize specificity of the political action in countryside, which must deal with the rules of village sociability. The study of the rural mobilisation in the thirties, caused by the big depression involve new ways of mobilisation, which increase the integration of peasants to national debate. This mobilisation concerning all the political parties, whatever they are extremist or modérate.

INDEX

Index chronologique : XXe siècle